

Le gouvernement vient de dévoiler ses intentions pour sa réforme des retraites

Le document d'orientation jalonné de quatorze engagements a essentiellement comme fil conducteur les propositions du Medef. Obsédé par l'allongement de la durée de cotisations, le report de l'âge légal et la baisse du taux de remplacement, le ministre Woerth tente bien d'écorner les revenus du capital, mais aucun chiffre n'est avancé pour mesurer le niveau de cette contribution.

Pire encore, il continue de soutenir que l'augmentation des cotisations sociales patronales par employeurs et salariés ne peut répondre au déséquilibre des régimes de retraite, du fait du vieillissement de la population. Le gouvernement continue d'affirmer que cette augmentation serait préjudiciable à l'emploi. Manifestement, les propositions avancées par la CGT au sommet social, convoqué le 10 mai dernier par le président Sarkozy, n'ont pas inspiré le ministre.

Non seulement elles relèvent le défi d'une retraite juste et solidaire et elles participent à sortir de la crise dans laquelle la France et l'Europe s'enlisent chaque jour un peu plus.

La pression exercée par les marchés financiers avec la complicité des états et de la commission européenne entraîne des reculs sociaux sans précédent.

Alors que les banques ont été sauvées par l'intervention publique, elles exigent maintenant des rendements qui vont amputer les dépenses utiles au développement économique et social.

Si la Grèce est l'exemple concret de cette hypocrisie et de ces injustices, la France est dans la même logique ; le gouvernement Sarkozy annonce un nouveau plan de rigueur.

Les économies visées poursuivraient la réduction des moyens des services publics et la baisse des effectifs.

L'augmentation de la TVA viendrait encore frapper les ménages à revenu modeste en rompant le cercle vertueux de la consommation et de la croissance économique. En contrepartie, le gouvernement égratignerait les niches fiscales à la hauteur de 5 milliards d'euros sur un total de 70 milliards d'euros disponibles.

Le choc de la crise

- 680 000 : c'est le nombre d'emplois détruits en France dans les 18 derniers mois :
- moins 1,4 % pour la première fois depuis la guerre, la masse des salaires versés en 2009 a reculé du fait de la crise.
- 20 milliards : c'est l'impact de la crise sur l'ensemble des systèmes de protection sociale en 2009, soit 5 % de recettes en moins.

La crise, pas pour tout le monde

- 47 milliards : ce sont les profits des entreprises du CAC 40 en 2009 (c'est plus de deux fois le déficit des régimes de retraites).
- 56 % : c'est la part des profits accaparés par les actionnaires des entreprises du CAC 40 versés en dividendes en 2009 (c'était 42 % en 2008).
- 14 milliards d'allègements d'impôts pour les entreprises en 2010 (12 pour la taxe professionnelle et 2 pour la taxe carbone).

Le flop de la prime Jeunes

- Seuls 34 000 jeunes de moins de 25 ans ont touché la prime de 500 € promise en 2009 (pour 250 000 annoncés).

Les salaires à la traîne

- 50 % des salariés touchent moins de 1 500 € bruts mensuels. La CGT propose de porter le Smic à 1 600 € bruts.
- 36 300 € : c'est le salaire moyen annuel par salarié de l'industrie en France (46 900 en Allemagne), source Insee 2008.

La précarité à la hausse

- Les femmes et les précaires sont les premières victimes de la loi d'août 2009 sur le travail du dimanche.
- 362 000 contrats aidés en 2009 n'offrent pas de perspectives d'emploi durables.

L'injustice domine dans les mesures gouvernementales, elles n'aboutiront qu'au renforcement des inégalités sociales.

Nous sommes loin des exigences qui sont portées par les salariés et les retraités dans les mobilisations de cette année 2010.

C'est d'une autre réforme que les salariés ont besoin.

Tout pousse ceux qui voient leurs conditions de vie et de travail se dégrader à se rassembler et à se mobiliser.

Déjà, vous avez été des milliers à agir par les grèves dans les entreprises, à signer des pétitions, à peser dans l'opinion publique pour des réformes sociales et la conquête de droits nouveaux.

Principaux axes de revendications de la CGT

**Une politique active en faveur de l'emploi
et contre la précarité :**

Développer les services publics ;

**Une politique salariale dynamique et de
réduction des inégalités ;**

Garantir l'avenir de nos régimes de retraite.

Le 27 mai, avec vos collègues, c'est le moment d'interpeller par la grève, votre employeur sur la base de vos revendications et de rejoindre les rassemblements et manifestations qui sont organisées dans toute la France.

Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite :

prendre contact

me syndiquer



NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Age : Profession :

Entreprise (nom et adresse) :

Bulletin à renvoyer à La Cgt, espace Qualité de Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex,
téléphone : 01 48 18 84 72, fax : 01 48 51 51 80, courriel : orga@cgt.fr.